

*Initiatives ministérielles*

de courir le risque, d'investir, et quand on en arrive au seuil où l'investissement promet d'être rentable ou devient une bonne occasion pour le secteur privé, on invite le secteur public à céder la place au secteur privé qui l'exploitera dorénavant. C'est mal, madame la Présidente, c'est idéologiquement mal, et nous le déplorons. Ce n'est pas une bonne politique gouvernementale. Nous n'acceptons pas que les investissements faits par les Canadiens. . .

**Mme Campbell:** Personne n'a 250 millions de dollars.

**M. Caccia:** La ministre de la Justice a quelque chose à dire, et je serai très heureux d'écouter son intervention au complet plus tard au cours du débat. J'ai beaucoup de respect pour elle et je serai heureux d'entendre ce qu'elle a à dire au sujet de la propriété publique et de la propriété privée.

Tout ce que je peux dire au ministre, c'est que cela nous paraît honteux. Il est honteux de voir ce que propose ce projet de loi et de voir aussi ce qui s'est passé au cours des cinq ou six dernières années sous le régime conservateur. Les conservateurs ont fait peu de cas de l'intérêt du public et du Canada dans plusieurs secteurs. Ils ont également refusé au public l'occasion de participer au capital des sociétés qui pourraient lui être profitables.

Je sais, madame la Présidente, que j'ai écouté mon temps de parole et je vous remercie de votre patience.

Nulle part les conservateurs se trouveront de précédent ou de preuve pour pouvoir dire que l'entreprise publique, qui appartient à l'État, ne peut pas être rentable. Nous sommes témoins ici d'une déformation de l'intérêt public. Il n'est pas bon de vendre des entreprises de l'État au secteur privé, lorsque ces entreprises sont là pour protéger le public et aussi pour réaliser des bénéfices pour le compte du public qui les méritent.

Par conséquent, pour ces raisons, et je suis heureux que des députés de notre côté prennent la parole aujourd'hui, nous ne pouvons que blâmer fortement le gouvernement et garantir qu'aux prochaines élections, cela sera l'un des points les plus importants qui seront soulevés à Toronto.

[Français]

**Mme Marie Gibeau (Bourassa):** Madame la Présidente, j'aimerais répondre à mon collègue de l'opposition qui accuse notre gouvernement conservateur de démantèlement et de destruction des corporations publiques qu'effectivement, ce que nous sommes en train de démanteler c'est cette espèce d'empire et de philosophie libérale qui a conduit à l'étouffement de l'entreprise privée. Je suis un peu étonnée, d'ailleurs, de voir l'appui de certains de ses collègues qui ont fait de superbes belles réussites dans le secteur privé et qui ont certainement contribué. . . je

m'adresse à vous, mon cher collègue, qui avez contribué à l'économie de ce beau pays. Je crois que le reproche que l'on peut faire aux libéraux, c'est d'avoir gardé une mentalité qui était extrêmement louable dans un contexte d'après-guerre où il était nécessaire de se serrer les coudes et de faire en sorte que le gouvernement assume des responsabilités beaucoup plus vastes. Il serait peut-être temps que les libéraux reconnaissent que la mentalité a beaucoup évolué, qu'il n'est plus nécessaire que le gouvernement s'immisce dans les responsabilités et décide d'assumer toutes les responsabilités et de vouloir gérer tous les secteurs de l'activité sociale et économique.

Je pense que cette politique de centralisation des libéraux a fait en sorte d'étouffer. L'on sait que, quand on centralise, on nivelle. Cela a pu être utile à un certain moment, sauf qu'à un moment donné, il est surtout nécessaire de reconnaître des différences individuelles et de faire en sorte de permettre à l'initiative individuelle de s'exprimer. Nulle part ailleurs mieux que dans les entreprises commerciales est-ce que cette individualité et cette initiative peuvent s'affirmer. Depuis la privatisation, et je pense à Montréal, à mon secteur de Montréal-Nord, entre autres, la privatisation de certains des grands empires conçus sous l'idéologie libérale a fait en sorte d'amener et de créer beaucoup plus d'emplois et de faire grimper la part des marchés de nos entreprises commerciales, je pense à Canadair, à Téléglobe et à Air Canada. La privatisation a fait en sorte de remettre en ordre et de moderniser les opérations et de rationaliser toutes les ressources. On sait que la centralisation amène nécessairement une bureaucratisation, et, madame la Présidente, c'est ce que je voulais souligner.

**M. Caccia:** Madame la Présidente, je comprends bien l'inquiétude de la députée et la nécessité de sa part de défendre le projet de loi. C'est le devoir de la députée du gouvernement d'accuser le Parti libéral, le gouvernement libéral, mais je dois lui dire que c'est le gouvernement libéral de l'époque qui a acheté la Corporation du havre de Toronto, qui a acheté la Place du havre Canada à Vancouver, et nous avons fait cela dans l'intérêt public. Évidemment, il y a une divergence entre elle et nous sur le rôle du gouvernement quand il s'agit de la protection de l'intérêt public.

• (1030)

[Traduction]

**M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake):** Madame la Présidente, la défense de l'entreprise publique que vient de faire le député de Davenport était particulièrement agréable à entendre de ce côté de la Chambre, car nous devons parfois faire des pressions considérables pour que l'autre côté fasse quelque chose dans le domai-